

# “La Belgique perd son prestige moral en Europe”

■ Le président de Défi Olivier Maingain fustige la “prudence” de Charles Michel dans le dossier catalan.

■ Il annonce des ralliements en Wallonie. A Namur notamment

*“Un certain nombre d’Etats vont regarder la Belgique en se disant que nous devenons le complice passif des forces qui cherchent à affaiblir les Etats.”*

Olivier Maingain  
Président de Défi

Entretien Mathieu Colley

Olivier Maingain s’est octroyé quelques jours de repos. Mais l’implication de la Belgique dans la crise catalane fait sortir le président de Défi de sa retraite de Toussaint.

**Selon vous, M. Puigdemont a-t-il choisi la Belgique en raison de la présence de la N-VA au gouvernement ?**

En tout cas, avec ses déclarations intempestives et prématurées concernant une éventuelle demande d’asile politique, M. Francken a créé, si pas un appel d’air, l’impression qu’il était de connivence, qu’il était informé de la venue en Belgique de certains politiques catalans. Il a dû y avoir des contacts. Ces propos positionnent la Belgique de manière inappropriée. Le Premier ministre est encore trop prudent.

**Que devrait-il dire ?**

Ce qu’il n’ose pas dire car il ne veut pas froisser ou heurter la N-VA : que les indépendantistes catalans se sont engagés dans une voie sans issue. On ne peut prôner la scission d’un Etat en espérant être admis au sein de l’Union européenne comme si de rien n’était. Tout nouvel Etat prétendant à l’adhésion doit satisfaire à certaines conditions et surtout avoir in fine l’accord de tous les Etats membres. L’Etat espagnol à lui seul ferait obstacle à cette adhésion.

**C’est ce que Charles Michel aurait dû réaffirmer selon vous ?**

Oui. Autant je l’ai soutenu lorsqu’il a tenu des propos assez justes concernant les violences policières inacceptables au moment de la procédure référendaire, autant son silence persistant par rapport à la démarche indépendantiste catalane ne s’explique que parce qu’un parti de la majorité soutient unilatéralement et hors de toute raison la radicalité indépendantiste catalane.

**Avez des objectifs de politique intérieure ?**

Et pour alimenter la mythologie nationaliste que

la N-VA porte dans son discours. Tout en disant qu’elle n’osera pas faire le choix du référendum pour la Flandre. Et pour cause, la N-VA serait certaine de perdre. A titre personnel, le principe du référendum ne me choque pas. Mais il faut que cela se fasse dans des conditions démocratiques réelles et je ne crois pas que le gouvernement catalan avait organisé ce référendum avec toutes les garanties requises.

**Les arrestations et les peines encourues par les ex-représentants catalans dans le droit espagnol vous choquent-elles ?**

Oui. Nous sommes dans l’affrontement de deux radicalités. Les indépendantistes ont voulu passer en force et je suis très sévère à l’égard d’une forme de radicalité dans le chef du gouvernement de M. Rajoy. Les poursuites pénales, pour des opinions politiques certes en contradiction avec l’ordre constitutionnel espagnol, ne me semblent pas fondées au regard de nos standards de l’Etat de droit. On ne peut pas poursuivre des politiques parce qu’ils ne se reconnaissent pas dans l’Etat dans lequel ils vivent.

**Vous êtes donc contre l’exécution de ce mandat d’arrêt européen ?**

Ce n’est pas à moi à me prononcer. La justice belge a ses critères. Elle a déjà refusé des extraditions. Nous verrons. Je déplore la manière avec laquelle la N-VA conduit la politique belge à l’égard de cette situation. Comme elle ne peut pas s’exprimer sans a priori favorable aux indépendantistes, elle devient suspecte d’une alliance jusqu’au-boutiste alors que la position belge doit être nuancée et réservée. L’avenir n’est pas dans la multiplication de micro-Etats qui ne seraient plus dans la capacité d’être le moteur du projet de construction européenne. L’affaiblissement des grands Etats est un affaiblissement de l’Union.

**La N-VA confisque-t-elle la parole belge sur la scène internationale ?**

Sur cette question certainement. Sur d’autres aussi. La question du remplacement du F16 est, par exemple, un enjeu essentiel quant à la con-

ception du rôle de la Belgique dans l’Union européenne. Je demande un débat ouvert, public et transparent sur les différentes options. Faut-il poursuivre ce marché public ou répondre à la proposition française d’un véritable partenariat industriel ? C’est un enjeu pour l’avenir de la défense commune. Or je vois bien que du côté du ministre N-VA de la Défense, ces choix sont arrêtés. Il n’ouvre pas le débat sur la comparaison des deux options.

**La procédure d’appel d’offres est-elle viciée selon vous ?**

Je ne dis pas qu’elle est viciée mais il y a un grand

principe : on n’est jamais tenu d’attribuer un marché public. On peut arrêter la procédure. Il y a un fait nouveau, la proposition française, qui mérite plus qu’un examen, une évaluation politique et économique pour nos entreprises. Et un débat de fond : la Belgique s’inscrit-elle dans une logique purement atlantiste ou veut-elle également favoriser un axe européen de la défense au sein de l’Otan ? J’ai le sentiment que la N-VA impose ses choix unilatéralement et le MR ne semble pas décidé à empêcher la poursuite de la procédure.

**Quelles conséquences sur les relations de la Belgique avec ses partenaires européens ?**

Cela va affaiblir le rôle européen de la Belgique. Nous avons toujours fait partie du noyau prospectif et volontaire de la construction européenne. Un certain nombre d’Etats vont regarder la Belgique en se disant que nous devenons, si pas l’allié, le complice passif des forces qui cherchent à affaiblir les Etats. Il est évident que cela déforce la position de la Belgique dans le concert européen. On a tous de la sympathie pour la résistance que la Catalogne a opposée au franquisme mais, aujourd’hui, la Catalogne n’est plus confrontée à la dictature. Elle estime surtout qu’elle paye trop pour des régions plus pauvres, c’est la logique exprimée par Bart De Wever en Belgique. L’Europe ne peut regarder cela qu’avec méfiance. En se laissant tirer vers cette tendance, la Belgique perd son prestige moral par rapport au projet de construction européenne.

## “Nous serons candidats dans un tiers des communes wallonnes”

**C**omme les hirondelles, les sondages ne font pas le printemps. Olivier Maingain, grand gagnant de la crise politique francophone déclenchée par Benoît Lutgen (CDH) cet été, veille à garder la tête froide alors que sa popularité est montée en flèche, selon le sondage La Libre/RTBF du mois d'octobre. *“Je sais que tout est toujours à recommencer en politique, mais ce qui nous a été bénéfique cet été, je le vois en Wallonie, c'est que les gens ont appris à nous connaître et ont découvert que nous avons la dimension d'un parti généraliste, notamment en ce qui concerne la gouvernance qui fut le cœur du débat.”* Défi entend transformer l'essai et faire de cet enjeu un marqueur fort pour soutenir son essor en Wallonie.

*“Je le vois en Wallonie, les gens ont appris à nous connaître et ont découvert que nous avons la dimension d'un parti généraliste, notamment en ce qui concerne la gouvernance.”*

Olivier Maingain juge par exemple que les efforts du nouveau gouvernement wallon en la matière sont insuffisants. Il s'étonne de toujours voir *“des personnalités impliquées dans les affaires tirer les ficelles à Publifin”*. A ses yeux, Stéphane Moreau doit être mis dehors quel qu'en soit le prix et l'intercommunale Publifin *“dissoute”* et *“aspirée”* dans un organe public régional chargé de recentrer ses activités sans que sa qualité de *“bras armé”* du redéploiement économique wallon en soit altérée.

### Associer les habitants aux investissements communaux

La gouvernance sera également un des axes forts de Défi pour les élections communales. *“Partout où nous serons présents nous soutiendrons une amélioration de la participation citoyenne”*, annonce M. Maingain qui se dit interpellé par le fait qu'à certains endroits, la commune *“étouffe la créativité locale”*. Proposition concrète : associer la population à la mise en œuvre d'une partie du budget *“investissements”* des communes. Défi soutiendra le décumul intégral et la suppression de toutes les rémunérations de mandats annexes aux fonctions mayORAles ou échevinales. Quitte à rendre les rémunérations plus attractives dans les exécutifs des communes de taille moyenne ou petite.

Avec quelles ambitions son parti avance-t-il vers les élections communales? *“J'espère que nous serons présents dans un gros tiers des communes wallonnes. En tout cas nous serons là dans toutes les grandes villes, à Liège, Charleroi, Namur, Ath, Tournai. Un noyau se met en place à Mons.”* *“Et partout sur des listes Défi”*, ajoute le président amarante. Sauf exceptions : *“Je reçois des appels de responsables politiques locaux qui nous invitent sur des listes pluralistes”*, assure Olivier Maingain. *“Vous verrez que dans les semaines qui viennent, j'annoncerai notre présence dans des communes, par ralliements de personnalités, comme à Namur, par fois avec des listes de rassemblement.”*

M. Co.